

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1994/SR.24  
24 février 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquantième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 15 février 1994, à 15 heures.

Président : M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas)

SOMMAIRE

Déclaration de Mme Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, ambassadrice de bonne volonté de l'ONU pendant l'Année internationale des populations autochtones

Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa quarante-cinquième session (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.94-11040 (F)

La séance est ouverte à 15 h 10.

DECLARATION DE MME RIGOBERTA MENCHU, PRIX NOBEL DE LA PAIX 1992, AMBASSADRICE DE BONNE VOLONTE DE L'ONU PENDANT L'ANNEE INTERNATIONALE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

1. Mme MENCHU dit que depuis la création du Groupe de travail sur les populations autochtones en 1982, des progrès importants ont été réalisés sur le plan de la reconnaissance des droits des peuples autochtones avec, entre autres, l'élaboration d'un projet de déclaration sur la question et l'adoption de la Convention No 169 par l'OIT et surtout la proclamation de l'année 1993 Année internationale des populations autochtones. Bien qu'il faille regretter qu'elle n'ait pas bénéficié de tout l'intérêt et de la priorité voulus de la part des Etats et de l'ONU elle-même, l'Année internationale a permis de faire prendre conscience de l'existence et de la situation des peuples autochtones et de montrer qu'ils étaient capables de décider de leur propre destin. La décision du Secrétaire général de l'ONU de la nommer elle-même ambassadrice de bonne volonté pour l'Année internationale a été une preuve de la volonté de l'Organisation d'accorder une plus grande attention aux problèmes des peuples autochtones.

2. L'Année internationale a également été propice à l'organisation de conférences et réunions diverses sur ce thème comme la Conférence d'Asie et les deux Réunions au sommet des peuples autochtones qui ont permis de mieux faire connaître et comprendre la question autochtone à l'opinion publique. La première Réunion au sommet, qui s'est tenue au Guatemala en 1993, a eu lieu dans des conditions difficiles, au moment de la tentative de coup d'Etat dirigée par le président Elías alors en exercice, tentative qui devait échouer grâce à la formidable mobilisation de tous les citoyens qui ont ainsi mis en évidence leur désir commun de paix et de démocratie et la force considérable de la société civile face à l'autoritarisme militaire. Les membres des organisations mayas ont grandement contribué, eux aussi, aux efforts qui ont été faits pour édifier un Guatemala nouveau, fondé sur la reconnaissance et le respect de la pluralité ethnique et de la diversité culturelle, la démocratie, la justice et la paix. L'arrivée au pouvoir de Ramiro de León Carpio, ancien procureur aux droits de l'homme, a fait naître l'espoir de voir enfin reconnaître et respecter les droits des Mayas, éliminer la corruption et l'impunité et régner une paix ferme et durable. Force est de constater malheureusement que ces espoirs ont été en grande partie déçus et que les violations des droits de l'homme, en particulier des droits des autochtones, n'ont cessé d'augmenter en raison notamment du maintien des patrouilles d'autodéfense civile, créées, armées et dirigées par l'armée guatémaltèque. La reprise des négociations, sous les auspices de l'ONU, entre le gouvernement et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque est néanmoins un événement encourageant et il faut espérer que les deux parties à ces négociations signeront un accord à propos des droits de l'homme lors de leur prochaine réunion. L'application de cet accord sera la seule façon de garantir la paix dans le pays avec la participation de la société civile et des peuples autochtones. Conformément à son mandat, la Commission des droits de l'homme devrait suivre de près le cas du Guatemala et l'aider dans ses efforts pour protéger et promouvoir les droits de l'homme.

3. Lors de la deuxième Réunion au sommet des peuples autochtones, qui a eu lieu au Mexique en octobre 1993, il est apparu que la situation de ces peuples avait empiré pendant l'Année internationale en raison du mépris et même du racisme dont ils font l'objet dans de nombreux pays. Il n'existe pas de politique gouvernementale cohérente qui soit fondée sur le principe que les peuples autochtones sont capables de se prendre en main. Leurs droits sont constamment bafoués, en particulier le droit à la terre et leur vie est caractérisée par l'extrême pauvreté et les sacrifices, ce qui est à l'origine d'un grand nombre de conflits. Pourtant, l'Année internationale a aussi permis de découvrir que les autochtones vivent en harmonie avec la nature et qu'aujourd'hui, nombre de personnes sont en quête de valeurs profondes, qui ont disparu de la société matérialiste moderne mais sont restées les leurs. Le moment est venu de retrouver ces valeurs communautaires et de réapprendre aux sociétés à coexister en respectant la pluralité ethnique et la diversité culturelle.

4. La proclamation de la Décennie internationale des populations autochtones proposée par la Conférence de Vienne et appuyée par les deux Réunions au sommet des peuples autochtones constitue une première étape vers l'élimination des injustices dont sont victimes ces peuples. L'objectif principal de la Décennie est en effet le renforcement de la coopération internationale pour résoudre les problèmes auxquels ils se heurtent notamment dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement, du développement, de l'éducation et de la santé. Au cours de cette Décennie, les autochtones s'efforceront de renforcer le cadre juridique international de leur lutte pour encourager l'adoption de mesures législatives en leur faveur dans tous les pays où ils vivent. Ils se félicitent par conséquent que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités soit arrivée au terme de la première étape des travaux d'élaboration d'un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones. Il faudrait qu'au cours de la Décennie, les Etats où vivent des peuples autochtones en reconnaissent l'existence dans leur Constitution, reconnaissent par conséquent, leurs droits inaliénables et respectent aussi leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles. Revendiquer ces droits ou demander qu'ils soient énoncés dans un instrument juridique ne porte en rien atteinte à l'unité nationale d'un Etat ou à son existence. C'est dans cette optique qu'il faut également envisager la question de l'autodétermination des peuples autochtones. Ceux-ci réaffirment leur appui au Groupe de travail sur les populations autochtones et espèrent que des mécanismes seront mis en place pour assurer la participation pleine et entière de leurs représentants à ses délibérations. Il importe également que soit élaboré pour la Décennie un programme d'action efficace établissant les bases de la communication entre les peuples autochtones, les Etats, les institutions internationales et la société dans son ensemble, et que soient largement diffusés les objectifs, buts et stratégies de la Décennie à tous les niveaux.

5. Evoquant les violents événements qui ont eu lieu récemment dans l'Etat du Chiapas au Mexique, Mme Menchu dit que cette révolte a mis une fois de plus en lumière l'état de marginalisation et d'arriération extrême dans lequel vivent les autochtones du continent américain. C'est à la suite de ces événements qu'en sa qualité de prix Nobel de la paix, elle a lancé avec dix autres dirigeants autochtones de renom une "Initiative autochtone pour la paix au Chiapas" qui les a menés dans les régions où le conflit avait éclaté.

Ils ont ainsi pu s'entretenir avec des représentants de tous les secteurs de la société civile, ainsi qu'avec les autorités et des ecclésiastiques, et entendre de nombreux témoignages sur les violations des droits de l'homme commises à l'encontre des peuples autochtones de la région, notamment du peuple maya. A l'issue de cette mission de l'"Initiative autochtone pour la paix au Chiapas" un rapport détaillé, contenant de nombreuses recommandations a été remis au président Salinas. Les mesures positives adoptées par le Gouvernement mexicain pour trouver une solution politique négociée au conflit armé et engager le dialogue avec les peuples autochtones et les paysans pauvres, du Mexique et du Chiapas en particulier, ont été accueillies avec beaucoup de satisfaction. Cette mission ayant été une expérience extrêmement enrichissante, il a été jugé utile de la transformer en organe permanent. C'est ainsi que pour défendre et promouvoir les droits des peuples autochtones du monde entier, le 29 janvier 1994, l'Equipe de suivi qui avait été constituée à l'issue de la deuxième Réunion au sommet des peuples autochtones s'est transformée en "Initiative autochtone pour la paix".

6. Celle-ci se propose de contribuer activement, dans le cadre de la Décennie internationale des populations autochtones, à la lutte pour faire respecter les droits des peuples autochtones et à la recherche de solutions pacifiques aux problèmes auxquels ils sont confrontés dans le monde entier. L'une de ses tâches principales consistera à promouvoir et appuyer, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, la participation permanente des peuples autochtones aux activités envisagées dans le futur Programme d'action de la Décennie. Les peuples autochtones ont appris au cours des siècles que rien ne s'obtient sans lutte ni sacrifices. Le fait que le silence est à présent rompu montre clairement que leur lutte n'aura pas été vaine.

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-CINQUIEME SESSION (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1994/2-E/CN.4/Sub.2/1993/45; E/CN.4/1994/70, 71 et Add.1; E/CN.4/Sub.2/1993/35; E/CN.4/1993/58 et Add.1)

7. M. ELKARIB (Soudan) dit qu'il n'a pu répondre aux allégations formulées la séance précédente contre le Soudan par le représentant de l'organisation non gouvernementale Entraide universitaire mondiale, et demande par conséquent au secrétariat de bien vouloir faire distribuer aux participants, le texte de l'intervention qu'il souhaitait faire dans l'exercice de son droit de réponse.

8. M. HELMS (Observateur du Danemark), intervenant au nom des cinq pays nordiques, dit que ces derniers qui ont toujours estimé qu'il était du devoir de la communauté internationale d'accorder une plus large attention aux problèmes des peuples autochtones, se félicitent des recommandations formulées à ce sujet par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Ils notent avec satisfaction que l'ONU est parvenue à faire prendre conscience au monde de l'existence de ces peuples et de leur combat pour le respect de leur culture et de leurs traditions, combat dans lequel ils bénéficient du soutien du Groupe de travail sur les populations autochtones et auquel contribue,

en particulier, la proclamation de l'Année internationale des populations autochtones. Les pays nordiques appuient fermement les travaux d'élaboration en cours d'un projet de déclaration universelle sur les droits des autochtones.

9. De nouveaux progrès dans l'amélioration de la situation des autochtones ont été faits lorsque l'Assemblée générale, donnant suite à une recommandation en ce sens de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, a, dans sa résolution 48/163, invité l'ONU à envisager la création d'un forum permanent des populations autochtones et a proclamé la Décennie internationale des populations autochtones, prouvant ainsi que les Etats Membres de l'ONU sont conscients de la nécessité de mettre en lumière les valeurs et les droits des autochtones. Si la Décennie vise à mieux faire connaître les questions qui les concernent, le forum devrait constituer au sein du système des Nations Unies le mécanisme institutionnel permettant de promouvoir leurs intérêts légitimes. En effet, s'il est clair qu'il faut avant toutes choses garantir aux peuples autochtones l'exercice de leurs droits fondamentaux, il y a aussi d'autres intérêts à protéger. Les pays nordiques espèrent par conséquent que la Commission adoptera une résolution sur la question de la création d'un forum permanent au sein du système des Nations Unies et qu'elle accordera la priorité à cette question à sa cinquante et unième session. Ils savent par expérience que plus les peuples autochtones sont reconnus et respectés dans l'Etat nation au sein duquel ils vivent et plus règne l'harmonie dans cet Etat. S'il faut donc se concentrer sur cette question, ce n'est pas uniquement dans l'intérêt des peuples autochtones mais aussi dans celui des Etats où ils vivent.

10. Dato MUSA HITAM (Malaisie) dit que la Décennie internationale des populations autochtones proclamée par l'Assemblée générale à sa dernière session, comme l'Année internationale des populations autochtones qui l'a précédée, vise à renforcer la coopération internationale en vue de résoudre les problèmes auxquels se heurtent les populations autochtones dans les domaines des droits de l'homme mais aussi de l'environnement, du développement, de l'éducation et de la santé. Pendant des siècles en effet, les autochtones ont été négligés, exploités et marginalisés en raison des politiques et des mesures législatives appliquées par les gouvernements des sociétés dominantes. Aujourd'hui, le débat sur la place des autochtones dans la société mondiale est inévitablement axé sur le développement. Les autochtones devraient pouvoir exercer librement leur droit au développement et avoir donc accès aux services de santé et d'enseignement, et à toutes les infrastructures du pays où ils vivent.

11. En Malaisie, les autochtones vivent en paix avec les autres communautés d'immigrants. Il y a en fait très peu de conflits culturels entre les minorités autochtones et une majorité elle aussi autochtone; le groupe majoritaire comprend la situation de ces minorités et les encourage à participer à la vie de la société alors qu'ailleurs les minorités autochtones doivent lutter non seulement pour se faire reconnaître mais surtout pour survivre et préserver leur mode de vie. En Malaisie, les droits des populations autochtones sont protégés par la Constitution. Un certain nombre d'autochtones continuent à vivre selon leurs traditions dans leur environnement naturel, généralement aux abords ou au coeur même de la jungle. La plupart, toutefois, se sont intégrés au reste de la société de leur propre

gré, car le gouvernement n'a jamais appliqué de politique d'assimilation forcée. Un vaste plan d'action a été mis au point pour améliorer les conditions de vie générales des autochtones dans tous les domaines et garantir ainsi leur droit au développement. Mais il s'agit d'un développement qui prend en compte leurs propres valeurs, car le Gouvernement malaisien est bien conscient que les autochtones veulent un développement durable sans danger pour l'environnement. Il a également soigneusement pris garde d'éviter toute politique d'aide sociale qui ferait des autochtones de simples assistés. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour améliorer leur sort. La situation de la Malaisie est unique en ce sens que la majorité autochtone y est très active politiquement et économiquement. L'orateur est lui-même membre d'un groupe autochtone qui a choisi de quitter son milieu naturel et de s'intégrer au reste de la société tout en restant attaché à ses valeurs ancestrales. D'autres minorités autochtones pourraient aussi, de leur propre gré, agir de même. C'est ce processus de développement axé sur l'homme qui a fait de la Malaisie un pays relativement prospère.

12. Le débat sur les populations autochtones tel qu'il a cours actuellement semble n'insister que sur la différence et les caractères ethniques et culturels distinctifs de ces populations. Or une telle approche ne peut à terme que placer celles-ci dans un état de dépendance vis-à-vis d'une communauté majoritaire condescendante, et les reléguer au rang d'objet de curiosité pour touristes. En Malaisie, les visites dans les peuplements autochtones ne sont pas autorisées pour que ceux-ci ne soient pas considérés comme des attractions. De l'avis des autorités malaisiennes, l'établissement de réserves où les populations autochtones sont censées être protégées revient à créer des ghettos et à mettre à l'écart ces populations en même temps qu'on freine la modernisation de leurs conditions de vie.

13. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé d'envisager la création d'un forum permanent des populations autochtones au sein du système des Nations Unies. Il faut espérer que cette instance ne sera pas seulement un alibi et une façon de se donner bonne conscience. La Malaisie est disposée à participer au suivi des recommandations de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Au mois de novembre 1993, elle a déjà accueilli un séminaire international sur le thème de l'avenir des populations autochtones dans le contexte global du développement national.

14. Mme STEIN BRIDEL (Association internationale des juristes démocrates) rappelle que son association a déjà présenté plusieurs rapports et déclarations sur le pénible problème de l'exploitation de la personne physique des enfants, soit qu'on les utilise à des fins immorales (prostitution, pornographie), soit qu'on pratique sur eux des prélèvements d'organes. Il s'agit dans tous les cas d'une forme d'esclavage où le corps d'un être humain est considéré comme un objet pouvant faire l'objet d'un commerce. L'AIJD a projeté avant le début de la session de la Commission un film de Jürgen Roth intitulé "Voleurs d'organes"; beaucoup ont jugé ce film insupportable et le sort des enfants subissant des pratiques aussi cruelles inacceptable. Les pratiques dénoncées, assimilables à des formes d'esclavage, sont contraires à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux recommandations du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

15. L'Association internationale des juristes démocrates demande, en conséquence, à la Commission de nommer un Rapporteur spécial sur la question du trafic d'organes qui serait chargé d'enquêter sur les groupes criminels et leurs réseaux afin qu'il soit possible de traduire les responsables en justice et de mettre fin aux terribles abus en cause.

16. M. JU Hyong Sun (Association internationale des juristes démocrates) aborde la question des femmes qui ont été soumises à l'esclavage sexuel ou aux travaux forcés par les soldats japonais au cours de la seconde guerre mondiale. Un grand nombre des victimes qui ont survécu demandent réparation et justice au nom des centaines de milliers de femmes qui ont perdu la vie après avoir souffert dans leur corps et dans leur âme. Le Gouvernement japonais ne serait pas en mesure de régler cette question car il lui serait difficile de savoir si les "femmes de confort" déclarées disent vrai; les dirigeants du Japon essayent en fait de masquer les crimes de leurs prédécesseurs en faisant traîner les choses jusqu'à ce que la mort ait fait disparaître toutes les victimes.

17. Après la seconde guerre mondiale, le Tribunal de Nuremberg a puni les criminels nazis et accordé des réparations aux victimes. L'esclavage sexuel infligé aux femmes asiatiques serait-il moins grave que les autres malheurs qui ont frappé les femmes dans d'autres pays ? Le crime commis par le Japon à l'égard des femmes coréennes et d'autres femmes asiatiques est un crime contre l'humanité qui, à ce titre, échappe à toute prescription légale. Le Japon ne peut être exonéré de ses obligations au regard des conventions internationales, notamment la Convention relative à l'esclavage et celle sur le travail forcé; ne serait-ce que d'un point de vue moral, son crime ne doit pas rester impuni. L'AIJD demande que le Japon ouvre une enquête sur l'esclavage sexuel afin de déterminer les faits et le nombre exact des victimes, qu'il octroie des réparations aux victimes et à leurs familles, et que les responsables soient jugés.

18. M. BAER (Nordic Saami Council) s'exprimant au nom du Saami Council qui, rappelle-t-il, représente la Nation saami de Finlande, de Suède, de Russie et de Norvège se félicite des faits positifs qui ont jalonné l'Année internationale des populations autochtones. La décision de l'Assemblée générale de proclamer une Décennie internationale des populations autochtones et la proposition de la Conférence mondiale de Vienne, approuvée par l'Assemblée générale, de créer un forum permanent des populations autochtones témoigne que la communauté internationale comprend mieux aujourd'hui la réalité de ces peuples. Le forum des populations autochtones devrait être établi au plus haut niveau au sein du système des Nations Unies. Le Nordic Saami Council espère que la Commission adoptera la résolution présentée en ce sens par la délégation danoise. M. Baer se félicite que les cinq pays nordiques continuent de suivre activement l'élaboration des normes internationales sur les droits autochtones.

19. Jusqu'à présent, dans les pays nordiques, le degré d'autonomie administrative des populations saamis était relativement faible, raison pour laquelle leur adhésion au Conseil nordique n'était pas admise. Aujourd'hui ce motif est caduc car, après la Finlande en 1973 et la Norvège en 1989, la Suède a mis en place en août 1993 un parlement saami, appelé le "Sameting".

La question de l'adhésion des Saamis au Conseil nordique est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de celui-ci qui aura lieu à Stockholm du 7 au 11 mars 1994.

20. Aucun des pays du Conseil nordique n'a répondu aux aspirations du Nordic Saami Council en ce qui concerne la question de la propriété et de l'administration des terres saamis. Actuellement, un conflit oppose les Saamis au Gouvernement suédois à la suite de l'adoption par le Parlement suédois d'une loi autorisant la chasse sur un territoire saami traditionnel. Si un compromis n'est pas trouvé, ce conflit sera sans doute porté devant les tribunaux suédois ou les tribunaux internationaux. Des experts indépendants tels que le professeur Bertil Bengtsson, ancien juge à la Cour suprême de Suède, ont exprimé leur désaccord à propos de cette loi. Comment se peut-il, s'est demandé ce dernier, que les Saamis, qui possédaient les terres en propriété au XVIIIe siècle, soient aujourd'hui privés de tous droits sur elles et n'aient même pas leur mot à dire quant à leur utilisation. M. Baer signale, enfin, qu'en Russie la population saami se trouve dans une situation nouvelle. Son organisation suit avec attention la question des droits des peuples autochtones, et en particulier des Saamis, en Russie et l'application de la Constitution russe à leur égard.

21. M. SRIVASTAVA (Indian Institute for Non-Aligned Studies) déclare que, ayant observé la prolifération des conflits engendrés par l'intolérance dans différentes sociétés, son organisation a étudié cette question et constaté que, indépendamment des régimes politiques ou des niveaux de développement, dans les sociétés concurrentielles de notre époque se font jour des tendances centrifuges destructrices qui exacerbent les divisions entre les groupes et les minorités ethniques, tendances qui sont dans certains cas renforcées par les politiques des Etats. D'ailleurs, nombre de chercheurs en sciences sociales mettent aujourd'hui le doigt sur les dangers d'un soutien trop systématique aux différents groupes de la société, ce qui ne fait qu'envenimer les éventuelles tensions. L'effondrement du communisme et la fin de la guerre froide n'ont pas été longtemps porteurs d'espoir. Que ce soit en Europe, en Afrique, en Asie ou sur le continent américain, apparaissent des conflits nés de l'intolérance ethnique ou religieuse.

22. L'un des systèmes sociaux le plus injuste du monde est l'odieux système des castes qui existe en Inde. Il est heureux que les différents gouvernements indiens depuis l'indépendance aient mené des politiques éclairées encourageant la tolérance de telle sorte que les minorités, sociales ou religieuses, ne sont plus persécutées. Pourtant, aujourd'hui, en dépit de ces politiques, on assiste à une résurgence d'une intolérance fondée sur la religion. L'Indian Institute for Non-Aligned Studies est particulièrement inquiet de la persécution de minorités non musulmanes au Pakistan, car rien ne se répand plus vite que le virus de l'intolérance.

23. En 1984, la Cour suprême du Pakistan a ouvert la voie à une légitimation de la persécution de la secte des Ahmadias en raison du fait que cette secte n'est pas de confession musulmane. La communauté chrétienne aussi est, dans ce pays, en butte à la persécution et exposée, comme on a pu le noter, à des agressions. La communauté sindhi y est depuis toujours persécutée. Le World Sindhi Congress, principal organe représentatif des 40 millions de Sindhis qui



vivent de par le monde, allègue que la civilisation du Sind, (appelée aussi de l'Indus) qui existerait depuis environ 10 000 ans, serait aujourd'hui menacée d'extinction, par suite, notamment, des effets du terrorisme, de trafics d'armes et de drogues et de persécutions.

24. Enfin, M. Srivastava attire l'attention de la Commission sur la fatwa qui frappe une romancière du Bangladesh, laquelle fait l'objet d'une condamnation à mort pour avoir écrit un livre ("Tasleem") sur une communauté minoritaire et qui vit cachée depuis plusieurs mois. Cette mesure de persécution contraire à la liberté d'expression est un dangereux précédent dans la région.

25. M. Srivastava termine en évoquant les hommes et femmes qui, dans le sous-continent indien, ont par leur action favorisé la paix entre les divers groupes religieux ethniques, tels Mère Térésa, en Inde et M. Man Singh, l'un des récipiendaires du Prix des Nations Unies pour les droits de l'homme en 1993, au Népal.

26. M. MOSES (Grand Conseil des Cris) se félicite qu'ait été proclamée la Décennie internationale des populations autochtones, se demandant que peut-on en attendre ? En premier lieu, l'avènement et l'adoption de la déclaration sur les droits des peuples autochtones. Le projet de déclaration sera soumis pour approbation à la Sous-Commission à sa quarante-sixième session. Le Grand Conseil des Cris félicite le Groupe de travail et en particulier son président-rapporteur, Mme Daes, pour le travail exemplaire qu'ils ont accompli pendant plus de huit ans. Les réunions du Groupe de travail sur les populations autochtones ont été suivies par de nombreux Etats, organisations non gouvernementales, organisations de défense des droits des populations autochtones et experts. Certains membres du Groupe de travail se sont rendus parmi des populations autochtones. Le projet dans son ensemble est bien conçu et, en tant que déclaration des Nations Unies, établira des normes ô combien nécessaires pour la protection des droits des peuples considérés. Cela dit, il n'est bien sûr pas parfait et ne reflète pas totalement les aspirations des autochtones, car des compromis ont dû être faits avec les Etats. Il est en fait une déclaration raisonnable de normes minimales et devrait pouvoir être adopté par la Commission sans modification substantielle.

27. M. Moses note avec satisfaction que, conformément à l'usage à la Sous-Commission, on emploie dans le projet de déclaration le mot "peuples". L'adoption du projet de déclaration par la Commission à sa cinquante et unième session serait un excellent début pour la Décennie internationale des populations autochtones. M. Moses souhaite également que les activités liées aux autres thèmes étudiés par le Groupe de travail se poursuivent; l'étude réalisée par M. Alfonso Martínez sur les traités, accords et autres arrangements constructifs entre les Etats et les populations autochtones est particulièrement importante. L'étude de Mme Daes sur les biens culturels et la propriété intellectuelle des peuples autochtones revêt également une importance capitale. Enfin, M. Moses exprime la satisfaction que lui inspire le fait que, cinq siècles après le début de l'holocauste des peuples autochtones, les droits de ceux-ci soient enfin reconnus par la communauté internationale. La Décennie internationale des populations autochtones devrait contribuer à faire encore mieux connaître et comprendre les peuples autochtones.

28. M. WONG (Association internationale pour la défense de la liberté religieuse) se félicite de la résolution 1993/2 de la Sous-Commission sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Cette résolution était dictée notamment par l'inquiétude de la Sous-Commission devant la recrudescence de graves manifestations d'intolérance, spécialement à l'égard des femmes et des intellectuels, imputables à l'extrémisme religieux. L'orateur donne de cet extrémisme quelques exemples récents. En Egypte, Hanaan Assofti, musulmane convertie au christianisme a été arrêtée en 1992 par les forces de sécurité alors qu'elle cherchait à rejoindre son fiancé à l'étranger. Elle est maintenant forcée de suivre des cours à l'Institut islamique, battue et menacée de mort. Kamil Bader, chrétien copte, arrêté en juillet 1993 pour avoir imprimé le témoignage d'un musulman, mais non inculpé, risque d'être maintenu indéfiniment en détention. En Iran, vendre la bible est une infraction, et des églises sont fermées de force. Le Superintendant des Assemblées de Dieu, l'évêque Haik Hovsepian-Mehr, qui avait demandé à la Commission des droits de l'homme d'envoyer une mission dans ce pays pour se rendre compte du manque de liberté, a été assassiné au mois de janvier.

29. Au Pakistan, Gul Masih, chrétien condamné à mort en novembre 1992 pour avoir profané le nom du Prophète, a fait appel de la sentence mais est toujours détenu. Salamat Masih, qui n'a que 12 ans, risque la peine de mort pour blasphème, ainsi que Rehmat Masih et Manzoor Masih. Selon Amnesty International, les lois contre le blasphème, facilement utilisées contre les ennemis personnels des plaignants, sont une arme puissante contre les minorités religieuses. En Arabie saoudite, 329 personnes ont été arrêtées depuis 1990 pour avoir pris part au culte chrétien. La conversion à une autre foi que l'Islam est passible de mort. Au Soudan, la guerre civile, aggravée par les efforts de Khartoum pour islamiser le Sud, a fait selon les estimations un million et demi de morts et quatre millions de personnes déplacées. Non seulement les chrétiens mais aussi les musulmans modérés y sont victimes de l'intégrisme. L'église saoudienne, qui avait appelé à des pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU, se sent oubliée du monde. L'Association pour la défense de la liberté religieuse espère beaucoup d'une action concrète de la Sous-Commission en faveur de la liberté religieuse et approuve la recommandation qu'elle présente à la Commission des droits de l'homme tendant à ce que celle-ci envisage une consultation mondiale sur les positions et conceptions des différentes religions et convictions en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales.

30. M. MARANTZ (Canada) déclare que le Gouvernement canadien, désireux de s'engager dans un nouveau partenariat avec sa population autochtone, a entamé une série d'entretiens avec des groupes autochtones, des gouvernements de provinces et de territoires, et diverses parties intéressées, pour leur demander quels moyens ils recommandaient pour mettre en oeuvre le droit à l'autonomie inscrit dans la Constitution canadienne. Cette approche pragmatique restera celle du Canada pour l'étude des questions concernant les autochtones menée au sein de l'Organisation des Nations Unies. Avec l'Année internationale qui vient de leur être consacrée, les populations ont vu s'ouvrir la possibilité de participer aux travaux de l'ONU; la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a tenu le plus grand compte de leurs préoccupations, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a présenté un projet

de déclaration sur les droits des peuples autochtones; enfin, par sa résolution 48/163, l'Assemblée générale a proclamé la décennie commençant le 10 décembre 1994, Décennie internationale des populations autochtones.

31. De l'avis du Canada, il est indispensable d'élaborer une stratégie claire et réaliste pour atteindre les objectifs de cette décennie, qui doivent être mesurables, ainsi qu'un plan de financement. Une réunion d'évaluation de l'Année internationale des populations autochtones devrait aussi permettre aux groupes autochtones de concevoir des plans en vue de cette décennie. Le représentant du Canada se félicite que l'accroissement des ressources allouées par l'Assemblée générale, pour limité qu'il soit, donne au Centre pour les droits de l'homme des moyens accrus pour les activités concernant les droits des autochtones. Il applaudit aussi à la décision du Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme d'accorder désormais une plus grande place à ces questions. M. Marantz note encore la contribution apportée par la Sous-Commission sur un autre sujet important : celui des droits des personnes handicapées. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme a fait d'importantes déclarations à ce sujet et l'Assemblée générale a adopté les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés. Le Canada se propose de présenter un projet de résolution sur ce sujet et invite les représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales à formuler leurs suggestions.

32. Mme GOSPODARCZYK (Pologne) loue la Sous-Commission pour l'ensemble des études, résolutions et rapports auxquels ses travaux aboutissent, et notamment le Rapporteur spécial sur la discrimination à l'encontre des personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA, M. Varela Quirós, et le Rapporteur chargé d'étudier les moyens de faciliter la solution des problèmes dans lesquels des minorités sont impliquées, M. Eide. Elle se demande cependant si, de par son efficacité même, la Sous-Commission n'en est pas venue à assumer des tâches qui dépassent ses possibilités, et s'il ne vaudrait pas mieux, malgré les multiples sollicitations dont elle est l'objet, réduire le nombre de ses tâches au profit d'un approfondissement des questions traitées.

33. Par ailleurs, plusieurs gouvernements demandent que l'autonomie des experts soit renforcée et soulignent la nécessité d'adapter la Sous-Commission aux besoins actuels et futurs. L'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne exigera de toute façon un réexamen général des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, afin de les mieux coordonner et rationaliser. Une éventuelle réforme de la Sous-Commission se fera donc dans le cadre plus large de réformes touchant la Commission des droits de l'homme et d'autres organes des Nations Unies. Pour commencer, il serait bon que les relations entre la Commission et la Sous-Commission soient reconsidérées de manière constructive; il est encourageant, à cet égard, que dans sa résolution 1993/28 la Commission ait noté le dialogue plus intensif et l'esprit de coopération qui se sont instaurés entre la Commission et la Sous-Commission.

34. La représentante de la Pologne propose que sa délégation contribue à assurer une meilleure coordination des activités de la Commission et de la Sous-Commission; à rationaliser le temps alloué aux diverses activités de cette dernière et à adapter son ordre du jour à l'évolution de la situation;

à améliorer la circulation de l'information sur ses activités; enfin, à renforcer l'indépendance de ses experts.

35. M. WILLIS (Australie) note que l'opinion internationale s'intéresse de plus en plus aux droits des peuples autochtones. C'est ainsi que 1993 a été l'Année internationale des populations autochtones et que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, reconnaissant la contribution unique de ces populations au développement et à la pluralité de la société, a recommandé notamment de mettre la dernière main au projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones; de renouveler le mandat du Groupe de travail sur les populations autochtones; de fournir des services consultatifs et une assistance technique à l'intention de ces populations; de proclamer une décennie internationale des populations autochtones et d'envisager la création au sein du système des Nations Unies d'un forum permanent des populations autochtones.

36. La rédaction du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones étant terminée, l'Australie prie la Sous-Commission d'en achever l'examen à sa prochaine session afin qu'il puisse être renvoyé devant la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session. Il serait bon que pour cet examen la Commission établisse son propre groupe de travail, lequel organiserait ses activités de façon à tenir compte des vues des organisations non gouvernementales et des représentants des peuples autochtones. Quant au Groupe de travail de la Sous-Commission sur les populations autochtones, il a encore un rôle à jouer, mais son mandat doit être révisé. Si le forum permanent envisagé est créé, le Groupe de travail pourrait aussi se voir attribuer ce rôle. L'Australie apportera tout son soutien à une résolution de la Commission dans ce sens.

37. L'Australie préconise aussi de consacrer les mois qui viennent à la préparation de la Décennie internationale des populations autochtones en mettant à profit les leçons de l'Année internationale. Celle-ci ne donnera de résultats durables que si les activités sont soigneusement préparées, coordonnées et mises en oeuvre, en étroite collaboration et consultation avec les intéressés. Le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, Coordonnateur de la décennie, et le Centre pour les droits de l'homme auront là un rôle capital à jouer. Il est vital qu'ils puissent disposer pour cela des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires, et l'Australie prie instamment les gouvernements qui le peuvent d'envisager de détacher du personnel, y compris du personnel autochtone, auprès du Centre, pour l'aider à organiser la décennie. L'Australie présentera à la Commission un projet de résolution sur la décennie, qui sera le fruit d'entretiens constructifs avec les représentants d'autres pays et de diverses organisations.

38. M. GWAM (Nigéria) rend hommage à la Sous-Commission pour le grand sérieux qu'elle apporte à ses travaux. Parmi ceux-ci, il retient le rapport préliminaire sur la surveillance du passage à la démocratie en Afrique du Sud présenté par Mme Attah, soulignant que la communauté internationale a le devoir d'aider la majorité des Sud-Africains à exercer ce droit de vote qui leur a été longtemps refusé. La communauté internationale devrait notamment envoyer des observateurs en nombre suffisant et aider le gouvernement démocratique qui sortira des urnes à offrir à la majorité de la population

le logement, l'éducation, les soins de santé et l'emploi dont elle a été si longtemps privée.

39. La lutte contre la démagogie, le racisme et la discrimination raciale doit redoubler, c'est pourquoi le Nigéria soutient sans réserve la résolution 1993/3 de la Sous-Commission dans laquelle celle-ci recommande notamment que le Rapporteur spécial chargé de procéder à l'examen de la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie ainsi que de l'intolérance qui y est associée "examine des situations dans les diverses régions du monde, en commençant par les incidents qui se produisent en nombre croissant dans les pays développés, ainsi que les théories et les attitudes de supériorité raciale qui sont à l'origine de tels incidents".

40. Passant à la question de l'extrême pauvreté, qui sévit plus qu'ailleurs dans les pays en développement, M. Gwam estime que la Commission devrait approuver la proposition que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté formule dans son rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1993/16), à savoir tenir un séminaire sur l'extrême pauvreté et le déni des droits de l'homme. Quant à l'esclavage, fruit de la pauvreté, l'orateur déclare que la Commission se doit de lutter contre les formes contemporaines de cet odieux fléau. Il engage la Commission à accorder son appui sans réserve à la Sous-Commission.

41. M. OYARCE (Chili) centre ses observations sur la question des populations autochtones, car il n'est que temps que ces populations obtiennent réparation pour la marginalisation et les humiliations qu'elles ont subies et que soient pleinement reconnus leur spécificité culturelle et leur droit de participer à la vie sociale et politique, dans le respect de leurs particularités philosophiques et spirituelles. Avec l'Année internationale des populations autochtones et la Conférence de Vienne, une ère nouvelle a commencé pour ces populations. Il ressort des trois conférences techniques de l'Année internationale que les gouvernements ont dorénavant la volonté politique nécessaire à l'édification de sociétés pluriethniques et pluriculturelles, dans lesquelles tous les droits de l'homme soient respectés, mais que ni le système des Nations Unies, ni les gouvernements, ni parfois les organisations autochtones elles-mêmes ne sont passés à l'action concrète. Il s'agit là d'un problème de ressources, mais aussi de gestion du Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale. Il faudra donc que l'appui financier soit plus important et l'administration plus rationnelle. Il conviendrait, à cet égard, d'envisager la création d'un fonds d'affectation spéciale qui serait géré compte tenu de l'expérience acquise pendant l'Année internationale.

42. L'appel lancé aux Etats par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme pour qu'ils prennent, conformément au droit international, des mesures de nature à garantir aux populations autochtones le respect de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales équivaut, selon M. Oyarce, à une invitation à élaborer un instrument permettant aux Etats d'orienter leur politique dans ce domaine. C'est précisément à cet appel que répond le projet de déclaration élaboré par le Groupe de travail de la Sous-Commission. Quatre aspects de ce projet retiennent l'attention : l'universalité des droits de l'homme; le droit à l'autodétermination, qui détermine des espaces

d'autogestion sans démanteler les Etats internationalement reconnus et qui, si l'on s'en tient aux éléments contenus dans les articles 3 et 29 du projet de déclaration, éviterait les conflits inutiles; la participation des peuples autochtones sur un pied d'égalité aux affaires qui les concernent, s'agissant en particulier du régime foncier, de l'environnement et du respect des cultures, coutumes et systèmes juridiques; enfin, la reconnaissance de la contribution des peuples autochtones à la richesse culturelle et au développement de chaque Etat-nation.

43. Il conviendrait qu'en établissant les normes relatives aux droits des peuples autochtones, on tienne compte également de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, qui établit un cadre juridique pour les politiques nationales visant l'édification de sociétés pluriethniques. En outre, l'étude concernant la protection des biens culturels et de la propriété intellectuelle des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/28), de Mme Attah, et l'étude sur les traités, accords et autres arrangements constructifs (E/CN.4/Sub.2/1992/32), de M. Alfonso Martínez, permettront de mieux connaître les droits de ces peuples.

44. La Décennie des populations autochtones, dont le Chili a été l'un des promoteurs, représente un défi tant pour les gouvernements et le système des Nations Unies que pour les peuples autochtones eux-mêmes. Il convient d'examiner lors de la conférence technique prévue avant la tenue de la prochaine réunion du Groupe de travail l'orientation à donner à cette décennie afin de concevoir une stratégie efficace pour la promotion de tous les droits des peuples intéressés. Cela supposera premièrement que soit approuvé le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones afin que ces droits fassent partie des normes des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, et ensuite que soit établi un forum permanent des populations autochtones, comme suggéré au paragraphe 32 du Programme d'action de Vienne. Il conviendra à ce dernier égard de tenir compte de l'expérience du Groupe de travail de la Sous-Commission. Il faudra aussi qu'à la prochaine réunion du Groupe de travail, communautés, peuples et organisations autochtones, experts et gouvernements puissent s'exprimer de façon qu'à sa cinquante et unième session la Commission soit en mesure d'aborder les modalités concrètes d'un dialogue fécond entre Etats et communautés autochtones. Cela supposera en troisième lieu, sur le plan des mesures concrètes, la création du Fonds d'affectation spéciale envisagé par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, et l'établissement au Centre pour les droits de l'homme d'une unité chargée des questions des populations autochtones. Il faudra aussi assurer la coordination entre les divers organes, institutions spécialisées et commissions régionales du système afin d'atteindre les objectifs définis dans la résolution 48/163 de l'Assemblée générale, en particulier dans le domaine de l'environnement, du développement, de l'éducation, de l'emploi et de la santé; enfin, il faudra parvenir à garantir la participation directe des organisations autochtones à l'élaboration des normes et à la conception des programmes qui les intéressent, même si ces organisations ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

45. M. VERGNE SABOIA (Brésil) rappelle que la Sous-Commission aura à examiner, à sa quarante-sixième session, une question primordiale : le projet de déclaration sur les droits des autochtones. Les travaux de la Sous-Commission en la matière seront suivis avec un intérêt particulier par les médias brésiliens, ainsi que par l'ensemble de la société brésilienne, puisqu'il s'agit d'une question très sensible pour le pays. Le Brésil a exprimé à plusieurs occasions l'espoir que le Groupe de travail élaborerait un texte concis, équilibré et réaliste qui pourrait être adopté par la Sous-Commission, la Commission, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Pour être acceptable par tous, le projet de déclaration doit tenir compte de l'énorme diversité des situations dans lesquelles vivent les communautés autochtones, ainsi que des différents niveaux de développement économique et social.

46. La Constitution du Brésil comprend un chapitre sur les droits des autochtones, qui reprend de nombreuses notions apparaissant dans le projet de déclaration. C'est ainsi qu'elle reconnaît le droit des autochtones à avoir leurs propres organisation sociale, langue, croyances et traditions ainsi que le droit à la propriété des terres qu'ils occupent traditionnellement. La Constitution brésilienne garantit également le droit des autochtones à être consultés sur l'exploitation de leurs terres et interdit le déplacement forcé des autochtones, sauf en cas de catastrophe, d'épidémie et pour des raisons de sécurité nationale, sous réserve de l'autorisation spéciale du Congrès. Il convient également de souligner que le Congrès national réexamine actuellement la loi fédérale relative au statut des autochtones afin d'assurer leur participation à la prise des décisions qui les concernent.

47. Conformément à la tradition de l'Organisation des Nations Unies en matière de normes relatives aux droits de l'homme, ce nouvel instrument doit être adopté par consensus. A cette fin, il serait préférable de disposer d'un projet concis et précis. Cela éviterait en effet le risque d'avoir à le reformuler au cours de longues négociations à la Commission. Il faut également espérer que la déclaration, lorsqu'elle sera adoptée dans sa version définitive par l'Assemblée générale, respectera l'équilibre entre les aspirations des autochtones et les préoccupations des gouvernements. A cet égard, certaines dispositions du projet, dans leur formulation actuelle, pourront difficilement être acceptées par de nombreux gouvernements, y compris le Gouvernement brésilien. L'une de ces dispositions, en vertu de laquelle les populations autochtones pourraient se voir attribuer le droit à l'autodétermination, tel qu'il est défini par le droit international, tend à incorporer de nouvelles notions qui ne sont pas, dans leur formulation actuelle, conformes aux pratiques du droit international. La notion de "peuples autochtones" apparaît dans l'ensemble du texte. A cet égard, la délégation brésilienne note que, dans le document, la référence à la notion de "peuples" et celle au droit à l'autodétermination, tel qu'il est défini dans l'article premier des deux Pactes internationaux, peut faire l'objet d'une interprétation ambiguë, incompatible avec le droit international, les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies, et les principes fondamentaux relatifs à la souveraineté et à l'intégrité territoriales des Etats. Ces dispositions pourraient être interprétées de manière à considérer les communautés autochtones comme des sujets de droit international, qui ne dépendraient plus de la juridiction des Etats dans lesquels elles vivent.

48. D'autre part, la délégation brésilienne estime que les termes "terres, territoires et moyens de subsistance" devraient être remplacés par "terres et ressources naturelles", afin de mieux refléter la diversité des situations dans lesquelles vivent les autochtones. De plus, l'interdiction des activités militaires sur les terres des autochtones, l'interdiction du déplacement forcé des groupes autochtones et la possibilité pour les autochtones de recourir à des procédures particulières pour le règlement des différends qu'ils auraient avec des Etats sont également des questions complexes qu'il convient d'étudier attentivement. Enfin, les articles qui tendent à assurer aux autochtones l'accès à la coopération internationale pour la protection de l'environnement et l'amélioration de leurs terres ne tiennent pas compte du rôle que doivent jouer dans ce domaine les services gouvernementaux.

49. Par ailleurs, la délégation brésilienne soutient fermement les recommandations adoptées par la Conférence de Vienne concernant les travaux du Groupe de travail sur les populations autochtones. C'est ainsi que le Brésil estime que le Groupe de travail pourrait être maintenu à son niveau actuel, en tant qu'organe subsidiaire de la Sous-Commission. Lors de l'examen relatif au renouvellement de son mandat, il faudrait également tenir compte de la mise en oeuvre du paragraphe 26.5 de l'Agenda 21.

50. La situation générale des autochtones au Brésil démontre que le Gouvernement fédéral et la société brésilienne se sont bien engagés à promouvoir le bien-être des autochtones et à protéger leurs droits et leurs libertés fondamentales. Deux cent cinquante mille autochtones vivent à l'heure actuelle sur un territoire équivalant à plus du dixième de la superficie totale du Brésil et 272 régions indigènes ont déjà été délimitées sur le terrain. En dépit des difficultés économiques qui affectent l'ensemble de la société brésilienne, le gouvernement fédéral fait tout son possible pour mettre en oeuvre des politiques spéciales visant à garantir les droits des autochtones, ainsi que leur participation à la prise des décisions qui les concernent. Le Gouvernement brésilien ne peut donc que se féliciter de la décision prise par l'Assemblée générale de proclamer, dans sa résolution 48/163, la Décennie internationale des populations autochtones.

51. M. PETROV (Bulgarie), intervenant à propos du point 17, souligne l'intérêt particulier que son pays attache à la question de l'indépendance du pouvoir judiciaire et à la protection des avocats. Cette question est particulièrement importante dans le cadre de la transition démocratique que connaît actuellement la Bulgarie. L'un des objectifs principaux des réformes législatives en cours dans ce pays consiste à mettre sur pied un pouvoir judiciaire professionnel, efficace et indépendant. On a bien vu, les dernières années, que la meilleure garantie de gouvernement démocratique résidait dans la séparation des pouvoirs et l'indépendance du pouvoir judiciaire. La délégation bulgare appuie la recommandation de la Sous-Commission, figurant dans le projet de résolution VI, de créer un mécanisme de contrôle chargé de suivre la question de l'indépendance et de l'impartialité du pouvoir judiciaire, qui pourrait prendre la forme d'un Rapporteur spécial (E/CN.4/1994/2).

52. S'agissant du projet de décision concernant la reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme, la délégation bulgare estime qu'une étude en la matière devrait être



basée sur les importants résultats obtenus par la Commission du droit international. Comme le Rapporteur spécial l'indique dans son rapport, des violations flagrantes et massives des droits de l'homme commises par des organes ou des agents de l'Etat peuvent être considérées comme un crime international. Dans le même temps, ces violations entraînent aussi la responsabilité pénale de particuliers. La Commission du droit international s'est déjà penchée sur cette question. S'agissant du projet de déclaration auquel elle a donné lieu, il est difficilement concevable, sur le plan juridique, qu'une liste de violations des droits de l'homme figurant dans un document qui aurait la forme d'une déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies puisse constituer une liste officielle de crimes internationaux.

53. La délégation bulgare se félicite du texte de la résolution de la Sous-Commission concernant la situation en Bosnie-Herzégovine. La Sous-Commission a condamné sans équivoque le nettoyage ethnique et l'agression qui s'y poursuivent, et la délégation bulgare souhaite que la fermeté de ce texte soit reflétée dans la résolution que la Commission adoptera à ce sujet. La Bulgarie se félicite aussi de la qualité du rapport sur les moyens possibles de faciliter la solution par des voies pacifiques et constructives de problèmes dans lesquels des minorités sont impliquées (E/CN.4/Sub.2/1993/34 et Add.1 à 4). La Bulgarie soutient, par conséquent, le projet de décision visant à donner une suite au rapport sous la forme d'un programme global de prévention de toutes les formes de discrimination et de protection des minorités. La délégation bulgare se réserve toutefois le droit de faire des commentaires plus approfondis sur le rapport du Rapporteur spécial. Enfin, elle s'associe à l'opinion exprimée par le Rapporteur spécial, lorsque celui-ci estime que, dans le cadre de son programme de services consultatifs et d'assistance technique, le Centre pour les droits de l'homme devrait développer sa capacité de contribuer à la prévention des conflits entre groupes. C'est ainsi que le Centre devrait fournir, à la demande des gouvernements intéressés, des services d'experts concernant les problèmes des minorités ainsi que la prévention et le règlement des conflits de groupes.

54. M. FLINTERMAN (Pays-Bas) rappelle que le Gouvernement néerlandais a toujours soutenu la Sous-Commission, seul véritable organe d'experts de l'Organisation des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Cependant, les travaux de la Sous-Commission appellent quelques commentaires critiques, faits dans un esprit constructif. Les dernières années, la délégation néerlandaise a exprimé ses doutes croissants quant aux méthodes de travail de la Sous-Commission et quant à la multiplication de ses activités. A la quarante-neuvième session de la Commission, on aurait pu croire que certaines mesures avaient été prises par la Sous-Commission pour modifier ses méthodes de travail; or à la lecture de son rapport sur les travaux de sa quarante-cinquième session (E/CN.4/1994/2), il semble que cela ne soit pas véritablement le cas. En effet, la Sous-Commission n'a pas apporté de réponses satisfaisantes aux questions de la rationalisation de son ordre du jour, de son rôle dans l'étude de la situation des droits de l'homme dans certains pays et du renforcement de l'indépendance de ses membres. Il semblerait par ailleurs, comme le montre le rapport de son Président (E/CN.4/1994/70), qu'il y ait des divergences d'opinion parmi ses membres quant à la manière dont elle devrait opérer. Il est particulièrement important que les membres de la Sous-Commission fassent preuve de discipline quant au nombre de sujets étudiés, et de résolutions et de décisions adoptées chaque année.

Par ailleurs, dans une déclaration commune des organisations non gouvernementales datant du 25 août 1993, un certain nombre d'ONG ont exprimé des préoccupations quant au déroulement de la quarante-cinquième session de la Sous-Commission. La délégation néerlandaise souhaiterait savoir dans quelle mesure celle-ci envisage de répondre aux préoccupations exprimées.

55. S'agissant de questions plus précises, la délégation néerlandaise estime qu'au cours des dernières années le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage n'a pas été en mesure de faire progresser ses travaux autant qu'on aurait été en droit de l'espérer. Il est possible que le mandat actuel du Groupe de travail ne lui permette pas d'exercer ses activités de manière efficace. Il se peut aussi que son statut ne lui donne pas la même autorité vis-à-vis des Etats que s'il opérait sous les auspices de la Commission. On pourrait même se demander si la Sous-Commission elle-même porte un intérêt suffisant aux activités et au fonctionnement de son propre Groupe de travail. La délégation néerlandaise apprécie les efforts faits pour améliorer la situation. Néanmoins, les Pays-Bas se demandent si la Sous-Commission, lorsqu'elle a adopté le projet de résolution dont est présentement saisie la Commission, qui prévoit la création d'un nouveau groupe de travail au niveau de cette dernière, a bien étudié toutes les conséquences de cette proposition et a prêté suffisamment attention aux avis exprimés dans l'étude du Secrétaire général sur les moyens de mettre en place un mécanisme efficace pour l'application des conventions relatives à l'esclavage. D'autre part, la Sous-Commission ne donne aucune information quant à la poursuite des travaux du Groupe de travail actuel. La délégation néerlandaise estime que cette situation est susceptible de donner lieu à un double emploi, qui serait inacceptable étant donné les difficultés financières et le manque de personnel du Centre pour les droits de l'homme. Les Pays-Bas proposent par conséquent de reporter à la prochaine session de la Commission toute décision relative à la recommandation de la Sous-Commission. Cela permettrait à celle-ci de préciser son point de vue quant à la mise en place d'un mécanisme efficace en la matière.

56. S'agissant de la question des populations autochtones, la délégation néerlandaise se félicite de la qualité des travaux du Groupe de travail correspondant. Cependant, dans ce domaine également, elle ne peut se déclarer entièrement satisfaite. En effet, le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones en est toujours au stade du Groupe de travail. Il est particulièrement important que les questions encore en suspens soient examinées aussi rapidement que possible, avec la participation des personnes concernées, c'est-à-dire des représentants des populations autochtones. Afin de permettre à ceux-ci de participer aux travaux, il est nécessaire que davantage de gouvernements contribuent au Fonds de contributions volontaires créé à cet effet.

57. Enfin, la délégation néerlandaise invite instamment la Sous-Commission à donner la priorité à la question du droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui a fait l'objet d'une étude présentée à la Sous-Commission. Les Pays-Bas espèrent que cette dernière présentera des propositions concrètes à cet égard à la prochaine session de la Commission.

58. M. HASHIM (Bangladesh), exerçant son droit de réponse, rappelle qu'une ONG a mentionné le cas d'une femme écrivain à l'encontre de laquelle une sentence de mort aurait été prononcée par un groupe de religieux, à la suite de la publication d'un de ses livres. Il convient de préciser que, lors d'une conférence de presse, ce même groupe religieux a nié avoir prononcé une telle fatwa. Par ailleurs, l'ONG en question a déclaré que cette personne se cachait depuis plusieurs mois. Cette information n'est pas correcte : l'écrivain en question vit dans son appartement, sous la protection de la police. Le Bangladesh tient, par ailleurs, à remercier cette ONG pour avoir reconnu que les autorités bangladeshis encourageaient l'éducation des filles et l'emploi des femmes.

La séance est levée à 18 h 5.

-----